

Allemagne d'aujourd'hui, n°239
janvier-mars 2022

**La politique climatique allemande.
Comment rattraper le temps perdu ?**

Le changement de paradigme de la politique de sécurité et de défense de l'Allemagne après l'invasion russe de l'Ukraine

Hans Stark

Le gouvernement allemand a longtemps hésité à prendre position face à la crise entre la Russie et l'Ukraine. Il a refusé de remettre en question le projet de mise en service de Nord Stream 2 et d'approvisionner l'Ukraine en armes. Cette attitude était certainement motivée par la crainte d'une baisse sensible de l'approvisionnement d'énergie et d'une nouvelle hausse de l'inflation. En outre, Berlin ne voulait pas non plus mettre en péril le dialogue avec le Kremlin, dans l'espoir de ne pas compromettre les accords de Minsk de 2014 et 2015. Berlin ne s'attendait certainement pas non plus à une invasion de l'Ukraine par les troupes russes, en tout cas pas au-delà de la région du Donbass. L'invasion russe de l'Ukraine à partir du 24 février 2022 et le bombardement de villes ukrainiennes par l'armée russe dans le but de renverser le gouvernement ukrainien librement élu ont eu un impact massif sur le gouvernement fédéral. Un changement complet de paradigme a été amorcé à Berlin. Cela concerne l'aide militaire à l'Ukraine, la politique énergétique et surtout la politique de défense allemande. Les dépenses pour l'armée allemande vont augmenter massivement à partir de cette année. Le budget de la défense dépassera 2 % du produit intérieur brut. La politique étrangère et de sécurité allemande est entrée dans une nouvelle réalité et Berlin s'y adapte.

Der Paradigmenwechsel in der deutschen Sicherheits- und Verteidigungspolitik nach der russischen Invasion in der Ukraine

Die Bundesregierung hat lange gezögert gegenüber der Krise zwischen Russland und der Ukraine Stellung zu beziehen. Sie hat ich geweigert, die geplante Inbetriebnahme von Nord Stream 2 in Frage zu stellen und die Ukraine mit Waffen zu beliefern. Dahinter stand sicher die Furcht vor empfindlichen Energieeinbußen und vor einem weiteren Anstieg der Inflation. Außerdem wollte Berlin auch den Kontakt in den Kreml nicht gefährden, in der Hoffnung die Minsker Abkommen von 2014 und 2015 nicht zu gefährden. Sicherlich hat Berlin auch nicht mit einem Einmarsch russischer Truppen in die Ukraine gerechnet, jedenfalls nicht über das Donbass-Gebiet hinaus. Die russische Invasion in die Ukraine ab dem 24. Februar 2022 und die Bombardierung ukrainischer Städte durch die russische Armee, mit dem Ziel die frei gewählte ukrainische Regierung zu stürzen, hat die Bundesregierung umdenken lassen. Ein volliger Paradigmenwechsel hat in Berlin eingesetzt. Das betrifft die Militärhilfe an die Ukraine, die Energiepolitik, sowie vor allem die deutsche Verteidigungspolitik. Die Ausgaben für die Bundeswehr werden ab diesem Jahr massiv erhöht. Der Verteidigungshaushalt wird 2 % des Bruttoinlandsprodukts überschreiten. Die deutsche Außen- und Sicherheitspolitik ist in einer neuen Realität angekommen und Berlin passt sich daran an.

The paradigm shift in German security and defence policy after the Russian invasion of Ukraine

The German government has long hesitated to take a position on the crisis between Russia and Ukraine. It has refused to question the planned commissioning of Nord Stream 2 and to supply Ukraine with weapons. Behind this was surely the fear of sensitive energy losses and of a further rise in inflation. In addition, Berlin also did not want to jeopardize contact with the Kremlin, hoping not to jeopardize the Minsk agreements of 2014 and 2015. Certainly, Berlin also did not expect Russian troops to invade Ukraine, at least not beyond the Donbass region. The Russian invasion of Ukraine starting on February 24, 2022, and the bombing of Ukrainian cities by the Russian army with the aim of overthrowing the freely elected Ukrainian government, has made the German government rethink. A complete paradigm shift has begun in Berlin. This affects military aid to Ukraine, energy policy, and especially German defense policy. Expenditures for the Bundeswehr will be massively increased starting this year. The defense budget will exceed 2% of the gross domestic product. German foreign and security policy has arrived in a new reality and Berlin is adapting to it.

Le Triangle de Weimar après son trentième anniversaire : bilan et perspectives

Paul Maurice

Lors de sa création en août 1991, le Triangle de Weimar a été conçu comme forum de consultations trilatérales des ministres des Affaires étrangères de France, de RFA et de Pologne sur l'avenir de l'Europe après la fin de la Guerre froide. Il comprenait trois objectifs : associer la France à la réconciliation germano-polonaise en s'inspirant de l'expérience franco-allemande, renforcer le dialogue et la coopération politique entre les trois États et soutenir la Pologne dans son processus d'intégration dans l'OTAN et dans l'Union européenne.

Même si le Triangle de Weimar, après trente années d'existence, n'a toujours aucune structure institutionnelle, il reste un cadre de référence au niveau politique. Toutefois la faiblesse principale du Triangle de Weimar réside dans les différents degrés d'engagement des trois partenaires dans cette forme originale de coopération. Le Triangle de Weimar a toutefois acquis une dimension sociétale en organisant un grand nombre d'actions culturelles et artistiques, voire économique, non négligeables qui peuvent et doivent continuer à faire vivre cette coopération. Dans la situation actuelle, l'Union européenne a besoin d'un « moteur » élargi et la Pologne constitue un partenaire naturel pour la France et l'Allemagne en Europe centrale.

Das Weimarer Dreieck drei Jahrzehnte nach seiner Gründung: Bilanz und Perspektiven

Bei seiner Gründung im August 1991 war das Weimarer Dreieck als Forum für trilaterale Konsultationen der Außenminister Frankreichs, der Bundesrepublik Deutschland und Polens über die Zukunft Europas nach dem Ende des Kalten Krieges gedacht. Es umfasste drei Ziele: Frankreich in die deutsch-polnische Aussöhnung einzubinden, indem es auf der deutsch-französischen Erfahrung aufbaut, den Dialog und die politische Zusammenarbeit zwischen den drei Staaten zu stärken und Polen bei seinem Integrationsprozess in die NATO und die Europäische Union zu unterstützen.

Auch wenn das Weimarer Dreieck nach dreißig Jahren immer noch keine institutionelle Struktur hat, bleibt es ein Bezugsrahmen auf politischer Ebene. Die Hauptschwäche des Weimarer Dreiecks liegt jedoch in den unterschiedlichen Graden des Engagements der drei Partner in dieser originellen Form der Zusammenarbeit. Das Weimarer Dreieck hat jedoch durch die Organisation einer Vielzahl nicht unerheblicher kultureller und künstlerischer, ja sogar wirtschaftlicher Aktionen eine gesellschaftliche Dimension erlangt, die diese Zusammenarbeit weiterhin am Leben erhalten kann und sollte. In der gegenwärtigen Situation braucht die Europäische Union einen erweiterten „Motor“ und Polen ist ein natürlicher Partner für Frankreich und Deutschland in Mitteleuropa.

The Weimar Triangle three decades after its foundation: Review and Prospects

When it was founded in August 1991, the Weimar Triangle was intended as a forum for trilateral consultations between the foreign ministers of France, the Federal Republic of Germany, and Poland on the future of Europe after the end of the Cold War. It had three objectives: To involve France in German-Polish reconciliation by building on the Franco-German experience; to strengthen dialogue and political cooperation between the three countries; and to support Poland in its process of integration into NATO and the European Union.

Although the Weimar Triangle, after thirty years of existence, still has no institutional structure, it remains a framework of reference at the political level. However, the main weakness of the Weimar Triangle lies in the varying degrees of commitment of the three partners to this original form of cooperation. The Weimar Triangle has, however, acquired a societal dimension by organizing many cultural and artistic, and even economic, actions that can and should continue to keep this cooperation alive. In the present situation, the European Union needs an enlarged “engine” and Poland is a natural partner for France and Germany in Central Europe.

La pensée européenne d'Egon Bahr : pour une Allemagne « gaulliste » dans une Europe des patries. À l'occasion de son 100^e anniversaire

Hans-Georg Ehrhart

Egon Bahr ne fut ni un Européen idéaliste ni un nationaliste allemand ; ni un anti-américain, ni un ami de la Russie. Il était plutôt allemand, européen et, dans un certain sens aussi, « gaulliste ». Pour comprendre la pensée européenne d'Egon Bahr, il faut comparer ses idées sur la politique allemande, européenne et de sécurité avec celles de Charles de Gaulle. L'action de ce dernier fut déterminée par quelques grandes idées comme le rôle de la nation française, la nécessité de sauvegarder la souveraineté nationale et l'importance de l'Europe pour la mise en œuvre des deux premiers concepts cités. Bien sûr, Bahr et de Gaulle étaient fondamentalement différents. L'un était social-démocrate, protestant, d'une autre génération et civil, plaçant la paix au centre de sa vie politique. L'autre était un catholique conservateur et un militaire de carrière marqué par sa participation à deux guerres mondiales ; ayant fondé son propre mouvement politique, il fit rédiger une constitution présidentielle sur mesure et aspira toute sa vie à restaurer la grandeur de la nation française. Néanmoins, certaines idées leur furent communes.

Für ein „gaullistisches“ Deutschland in einem Europa der Vaterländer. Egon Bahr zum 100. Geburtstag

Egon Bahr war weder ein idealistischer Europäer noch ein deutscher Nationalist; weder ein Antiamerikaner noch ein Russlandfreund. Er war vielmehr Deutscher, Europäer und in einem gewissen Sinne auch „Gaullist“. Zum Verständnis des Denkens von Egon Bahr in Bezug auf Europa ist es hilfreich, seine deutschland-, europa- und sicherheitspolitischen Vorstellungen mit denen Charles de Gaulles zu vergleichen. Dessen Handeln wurde von wenigen großen Ideen wie die Rolle der französischen Nation, die Notwendigkeit der Bewahrung nationaler Souveränität und die Bedeutung Europas für die Umsetzung der beiden erstgenannten Konzepte bestimmt. Natürlich waren Bahr und de Gaulle grundverschieden. Der eine war Sozialdemokrat, evangelisch, einer anderen Generation angehörig und Zivilist, der den Frieden in den Mittelpunkt seines politischen Lebens stellte. Der andere war katholisch-konservativ, durch die Teilnahme an zwei Weltkriegen geprägter Berufsmilitär, der seine eigene politische Bewegung gründete, eine auf ihn zugeschnittene Präsidialverfassung schuf und Zeit seines Lebens die Wiederherstellung der Größe der französischen Nation anstrebte. Doch einige Ideen teilten sie.

Towards a “gaullist” Germany in a Europe of fatherlands. Tribute to Egon Bahr’s 100ed birthday

Egon Bahr was neither a European idealist nor a German nationalist, neither an anti-American nor an anti-Russian. He rather was a German, European, and in a certain sens also a “Gaullist”. To understand his thinking on Europe it is helpful to compare his ideas on Germany, Europe and security policy with those of Charles de Gaulles. His activities were guided by a few great ideas such as the role of the French nation, the necessity to preserve the national sovereignty and the importance of Europe to implement the two first mentioned concepts. Of course Bahr and de Gaulle were very different personalities. The first one was social-democrat, protestant, of a different generation and civilian who placed the preservation of peace in the centre of his political life. The other was catholic, conservative, and a professional military coined by the participation in two World Wars who created his own political movement, established a presidential constitution tailored for him, and striving his whole life for restoring the greatness of the French nation. Nevertheless, they had some ideas in common.

Vers une transition énergétique allemande adossée aux énergies renouvelables et au gaz ?

Gilles Lepesant¹

Par l'ambition de ses objectifs, le renoncement quasi-concomitant au nucléaire et au charbon et les succès enregistrés dans le déploiement des énergies renouvelables, l'Allemagne est devenue un laboratoire de la transition. Un laboratoire plus qu'un modèle car le renouvellement rapide du mix énergétique concerne à ce jour principalement le secteur de l'électricité. Le logement et le transport s'avèrent, eux, plus difficile à décarboner.

Parallèlement au déploiement des énergies renouvelables, la consommation de gaz augmente ainsi malgré son impact sur le climat. La nécessité de stabiliser le réseau dans le contexte d'une montée en puissance des sources d'énergie intermittentes (éolien et photovoltaïque) comme les besoins de l'industrie et du secteur résidentiel risquent à terme de soutenir la demande en la matière.

Or, les réserves allemandes étant proches de l'épuisement, une consommation accrue de gaz renforcerait la dépendance de l'Allemagne à l'égard des fournisseurs étrangers. Les investissements engagés pour renforcer les capacités de production, les infrastructures telles que Nord Stream 2 et les efforts consentis pour consolider un marché gazier fragmenté sont au final de nature à conférer un rôle important au gaz, associé aux énergies renouvelables, dans la transition énergétique.

Auf dem Weg zu einer deutschen Energiewende mit erneuerbaren Energien und Gas?

Durch die ehrgeizigen Ziele, fast gleichzeitig auf Atom- und Kohlekraft zu verzichten und den Einsatz erneuerbarer Energien stark auszubauen, ist Deutschland zu einem Modellprojekt für die Energiewende geworden. Es handelt sich hierbei eher um ein Reallabor als um ein Modell, da die rasche Erneuerung des Energiemixes bisher vor allem den Stromsektor betraf, während sich die Dekarbonisierung des Wohnungs- und Verkehrssektors als problematisch erwies.

Parallel zum Ausbau der erneuerbaren Energien steigt also der Gasverbrauch trotz seiner Auswirkungen auf das Klima. Die Notwendigkeit der Stabilisierung des Netzes im Zusammenhang mit der Zunahme intermittenter Energiequellen (Wind und Photovoltaik) und steigendem Energiebedarf des Industrie- und Gebäudesektors könnten langfristig die Nachfrage nach Gas verstärken.

Da die deutschen Reserven fast erschöpft sind, würde ein höherer Gasverbrauch die Abhängigkeit Deutschlands von ausländischen Lieferanten erhöhen. Aufgrund der Investitionen in Produktionskapazitäten, Infrastrukturen, wie Nord Stream 2, und Bemühungen um die Konsolidierung eines fragmentierten Gasmarktes wird Gas in Kombination mit erneuerbaren Energien letztlich auch in Zukunft eine wichtige Rolle bei der Energiewende haben.

Towards a german energy transition based on renewable energy and gas?

Thanks to its ambitious commitments, the almost simultaneous phasing-out of nuclear and coal and the progress recorded in the deployment of renewable energies, Germany has become a laboratory of the energy transition. A laboratory more than a template since the transformation of the energy mix currently benefits more the electricity sector than the housing and the transport sectors.

Along with the deployment of renewable energies, gas consumption is thus increasing despite its impact on climate. Stabilizing the grid in the context of rising intermittent energy sources (wind and photovoltaic) as well as heating needs may indeed ultimately support gas demand.

¹ Gilles Lepesant est Directeur de recherche au CNRS (Centre National de la Recherche Scientifique) en géographie, chercheur au Centre Marc Bloch à Berlin et chercheur associé à l'Asian Energy Studies Centre (Hong Kong Baptist University). Il enseigne à Sciences-Po Paris (PSIA - Paris School of International Affairs).

Dr. Lepesant ist Forschungsdirektor am französischen CNRS (Nationales Zentrum für wissenschaftliche Forschung) im Bereich Geographie, Forscher am Centre Marc Bloch in Berlin und Associate Researcher am Asian Energy Studies Center (Hong Kong Baptist University). Er lehrt an Sciences-Po Paris (PSIA - Paris School of International Affairs).

Gilles Lepesant is Director of Research at the CNRS (The National Center for Scientific Research) in geography, researcher at the Marc Bloch Centre in Berlin and associate researcher at the Asian Energy Studies Centre (Hong Kong Baptist University). He teaches at Sciences-Po Paris (PSIA - Paris School of International Affairs).

With reserves nearing depletion, increased gas consumption would increase Germany's dependence on foreign suppliers. The investments made to increase production capacities and to develop the infrastructures such as Nord Stream 2 as well as the initiatives taken to tackle a fragmented national market are likely to ensure to the gas sector a key role, together with the renewable energies, in the ongoing energy transition.

L'Allemagne et la politique environnementale et climatique européenne : un engagement constant et multi-situé

Elsa Tulmets²

L'Allemagne a joué depuis les années 1970 un rôle essentiel dans la mise sur agenda d'une politique environnementale et climatique au niveau européen. Elle a utilisé les différents formats européens, notamment les rencontres franco-allemandes et les présidences européennes, pour imposer un agenda politique en faveur de cette question. Tout comme la gestion des crises dans la politique étrangère de l'Union européenne (UE), la lutte contre le changement climatique est devenue l'un de ses chevaux de bataille en vue de trouver crédibilité et légitimité au niveau européen et international.

Cet article montre comment les gouvernements allemands successifs ont construit une rhétorique forte et d'inspiration éthique sur les questions environnementales et climatiques pour développer des politiques dont les ramifications ont progressivement gagné d'autres secteurs d'activité. Les normes et standards développés ont ainsi inspiré le « Pacte Vert européen » qui promeut aussi leur diffusion au niveau international. Les déclarations franco-allemandes, en Triangle de Weimar et au niveau européen montrent la démultiplication récente de cette rhétorique qui contraste souvent avec des difficultés de mise en œuvre en Allemagne. En effet, en Allemagne, la rhétorique n'est pas toujours suivie d'effets, surtout sur les aspects climatiques.

Deutschland und die europäische Umwelt- und Klimapolitik: ein kontinuierliches und vielseitiges Engagement

Deutschland hat seit den 1970er Jahren eine wesentliche Rolle dabei gespielt, eine Umwelt- und Klimapolitik auf europäischer Ebene auf die Tagesordnung zu setzen. Das Land nutzte die verschiedenen europäischen Formate, insbesondere die deutsch-französischen Treffen und die EU-Ratspräsidentschaften, um eine politische Agenda für dieses Thema durchzusetzen. Ähnlich wie das Krisenmanagement in der Außenpolitik der Europäischen Union (EU) ist der Kampf gegen den Klimawandel zu einem ihrer Steckenpferde geworden, um auf europäischer und internationaler Ebene Glaubwürdigkeit und Legitimität zu erlangen.

Dieser Artikel zeigt, wie die aufeinanderfolgenden deutschen Regierungen eine starke, ethisch inspirierte Rhetorik zu Umwelt- und Klimafragen aufgebaut haben, um politische Maßnahmen zu entwickeln, deren Verzweigungen nach und nach auf andere Wirtschaftssektoren übergriffen. Die entwickelten Normen und Standards haben so den „Europäischen Grünen Pakt“ inspiriert, der auch ihre Verbreitung auf internationaler Ebene fördert. Erklärungen im deutsch-französischen Format, im Weimarer Dreieck und auf europäischer Ebene zeigen die jüngste Vervielfältigung dieser Rhetorik, die oft im Kontrast zu den Schwierigkeiten bei der Umsetzung in Deutschland steht. In der Tat folgen der Rhetorik in Deutschland nicht immer Taten, insbesondere was die Klimaaspekte betrifft.

Germany and European environmental and climate policy: a constant and multi-sited commitment

Since the 1970s, Germany has played a key role in setting the agenda for environmental and climate policy at European level. It has used the various European formats, including Franco-German meetings and European presidencies, to push through a political agenda on this issue. Like crisis management in the European Union's (EU) foreign policy, the fight against climate change has become one of its key areas of focus in order to find credibility and legitimacy at European and international level.

² Chercheuse associée au Centre Marc Bloch, Berlin ; coordinatrice du programme « Pensées françaises contemporaines », Europa-Universität Viadrina. Je remercie Judith Hardt et Sébastien Vannier pour leurs commentaires et leur relecture très attentive de l'article.

Assoziierte Forscherin am Centre Marc Bloch, Berlin; Koordinatorin des Programms „Pensées françaises contemporaines“, Europa-Universität Viadrina. Ich danke Judith Hardt und Sébastien Vannier für ihre Kommentare und das sehr aufmerksame Korrekturlesen des Artikels.

Associate researcher at the Marc Bloch Centre, Berlin; coordinator of the “Contemporary French Thought” programme, Europa-Universität Viadrina. I would like to thank Judith Hardt and Sébastien Vannier for their comments and the careful review of the article.

This article shows how successive German governments have built a strong and ethically inspired rhetoric on environmental and climate issues to develop policies whose ramifications have gradually spread to other sectors of activity. The norms and standards developed have thus inspired the “European Green Pact”, which also promotes their dissemination at international level. The Franco-German declarations, in the Weimar Triangle and at European level, show the recent multiplication of this rhetoric, which often contrasts with the difficulties of implementation in Germany. Indeed, in Germany, the rhetoric is not always followed by action, especially on the climate aspects.

La politique climatique allemande sous l'angle de la politique extérieure et de sécurité : une solution d'avenir ?

Franziskus Von Lucke³ et Judith Hardt⁴

Au plus tard depuis le rapport sur le « risque sécuritaire du changement climatique » publié en 2007 par le Conseil scientifique consultatif du gouvernement fédéral allemand sur les changements environnementaux de la planète (WBGU), rapport qui à l'époque avait fait sensation, le changement climatique n'est plus discuté en premier lieu comme un problème environnemental en Allemagne, mais de plus en plus comme une problématique centrale de la politique extérieure et de sécurité. Dans ce contexte, l'Allemagne a même fait de la sécurité climatique un sujet central de son mandat de deux ans (2019-2020) au Conseil de sécurité des Nations unies. Dans notre article, nous jetons un regard critique sur cette évolution et sur l'impact politique d'une « sécuritarisation » croissante du dérèglement climatique. Nous montrons ainsi que cette transformation d'un problème environnemental en un problème de sécurité a contribué à un accroissement de l'attention portée sur ce sujet et au développement de réponses politiques innovantes, mais qu'elle entraîne également certains problèmes comme celui de négliger les mesures d'atténuation, d'infantiliser les pays du Sud ou de courir le risque d'une militarisation rampante, qui doivent trouver leur place dans l'évaluation normative. Nous plaidons par conséquent pour une réorientation du volet climatique de la politique extérieure et de sécurité allemande vers les concepts de sécurité écologique et de justice climatique.

Deutsche Klimapolitik als Außen- und Sicherheitspolitik für die Zukunft?

Spätestens seit dem aufsehenerregenden Bericht des Wissenschaftlichen Beirats der Bundesregierung „Globale Umweltveränderungen“ aus dem Jahr 2007 zum „Sicherheitsrisiko Klimawandel“, wird der Klimawandel in Deutschland nicht mehr in erster Linie als Umweltproblem diskutiert, sondern zusehends auch als zentrale Problematik der Außen- und Sicherheitspolitik. In diesem Zusammenhang hat Deutschland das Thema Klimasicherheit gar zum Kernthema seiner zweijährigen (2019-2020) Mitgliedschaft im Sicherheitsrat der Vereinten Nationen gemacht. In diesem Beitrag werfen wir einen kritischen Blick auf diese Entwicklung und auf die politische Wirkung einer zunehmenden „Versicherheitlichung“ des Klimawandels. Wir zeigen dabei auf, dass die Transformation von Klimawandel vom Umwelt- zum Sicherheitsproblem zu mehr Aufmerksamkeit und der Entwicklung innovativer politischer Antworten beigetragen hat. Sie bringt aber auch Probleme mit sich – etwa die Vernachlässigung von Mitigationsmaßnahmen, die Bevormundung von Ländern des Globalen Südens oder die Gefahr einer schleichenden Militarisierung –, die bei der normativen Bewertung nicht außer Acht

³ Franziskus von Lucke est collaborateur scientifique à l'Institut de sciences politiques de l'Université de Tübingen. Ses sujets de recherche sont les études critiques de sécurité, la politique climatique internationale et la justice climatique. Parmi ses dernières publications figure « The EU and Global Climate Justice: Normative Power Caught in Normative Battles » (2021, Routledge, en collaboration avec Thomas Diez, Solveig Aamodt et Bettina Ahrens) et « The Securitisation of Climate Change and the Governmentalisation of Security » (2020, Palgrave).

Dr. Franziskus von Lucke ist wissenschaftlicher Mitarbeiter am Institut für Politikwissenschaft der Universität Tübingen. Er forscht zur Kritischen Sicherheitsforschung, internationaler Klimapolitik und Klimagerechtigkeit. Zu seinen neusten Publikationen zählen: "The EU and Global Climate Justice: Normative Power Caught in Normative Battles" (2021, Routledge, zusammen mit Thomas Diez, Solveig Aamodt, und Bettina Ahrens) und "The Securitisation of Climate Change and the Governmentalisation of Security" (2020, Palgrave).

Franziskus von Lucke is a research associate at the Institute of Political Science at the University of Tübingen. His research interests include critical security studies, international climate policy and climate justice. His latest publications include "The EU and Global Climate Justice: Normative Power Caught in Normative Battles" (2021, Routledge, with Thomas Diez, Solveig Aamodt and Bettina Ahrens) and "The Securitisation of Climate Change and the Governmentalisation of Security" (2020, Palgrave).

⁴ Judith Nora Hardt travaille comme chercheuse postdoctorale au Centre Marc Bloch, centre franco-allemand de recherche en sciences humaines et sociales de Berlin. Depuis 2017, elle est rattachée au groupe de recherche « Climate Change and Security » de l'université de Hambourg. Elle est en outre active au sein du réseau *Scientists For Future*. Son ouvrage *Environment and Security in the Anthropocene: Assessing Theory and Practice* est paru en 2018 chez Routledge.

Dr. Judith Nora Hardt arbeitet als Postdoctoral Researcher am deutsch-französischen Forschungszentrum für Sozialwissenschaften Centre Marc Bloch. Seit 2017 ist sie an die Forschungsgruppe „Climate Change and Security“ der Universität Hamburg angebunden. Darüber hinaus ist sie in dem Netzwerk Scientists For Future aktiv. Ihr Buch *Environment and Security in the Anthropocene: Assessing Theory and Practice* erschien im Jahr 2018 bei Routledge. Dr. Judith Nora Hardt works as a postdoctoral researcher at the Franco-German research centre for social sciences Centre Marc Bloch. Since 2017, she has been affiliated with the research group “Climate Change and Security” at the University of Hamburg. She is also active in the Scientists For Future network. Her book *Environment and Security in the Anthropocene: Assessing Theory and Practice* was published by Routledge in 2018.

gelassen werden dürfen. Wir plädieren daher für eine Neuausrichtung der deutschen Klimaaußßen- und Sicherheitspolitik orientiert an den Konzepten der ökologischen Sicherheit und Klimagerechtigkeit.

German climate policy from a foreign and security policy perspective: a solution for the future?

At the latest since the sensational 2007 report by the German Advisory Council on Global Change on “Climate Change as a Security Risk”, climate change is no longer discussed in Germany primarily as an environmental problem, but increasingly also as a central issue of foreign and security policy. In this context, Germany has even made the issue of climate security the core topic of its two-year (2019-2020) membership in the United Nations Security Council. In this paper, we take a critical look at this development and at the political impact of an increasing “securitization” of climate change. In doing so, we show that the transformation of climate change from an environmental to a security problem has contributed to increased attention and to the development of innovative policy responses. However, this development also comes with its challenges – such as the neglect of mitigation measures, a patronizing treatment of countries of the Global South, or the danger of militarization – that should not be ignored in normative assessments. We therefore call for a reorientation of Germany’s foreign climate and security policy based on the concepts of ecological security and climate justice.

L'Anthropocène n'est pas durable : que pouvons-nous faire ?

Ernst Ulrich Von Weizsäcker⁵

Reprendons la distinction introduite par Herman Daly entre le « monde vide » et le « monde plein » : le monde vide, dans son ensemble, était « durable », tandis que le monde plein - aujourd'hui - ne l'est pas. En un sens, l'Anthropocène est un terme qui décrit la non-durabilité. On peut dater les débuts de l'Anthropocène en 1950, soit quelques années seulement après la terrible Seconde Guerre mondiale. L'un des faits les plus marquants de l'Anthropocène est le réchauffement climatique. Il convient également de mentionner la perte dramatique de biodiversité au cours des 75 dernières années. Le réchauffement climatique va certainement faire monter le niveau de la mer, ce qui pourrait entraîner la submersion de l'espace vital d'un milliard d'êtres humains. Que pouvons-nous faire pour réduire la probabilité d'une telle catastrophe ? L'agenda 2030 des Nations unies, qui prévoit 17 objectifs de développement durable, n'est certainement pas la solution, car la plupart des pays le perçoivent comme un programme axé sur la croissance. La corrélation quasi parfaite entre l'activité économique par habitant et les émissions de gaz à effet de serre représente un obstacle majeur à tous les efforts en faveur de la durabilité. Tous les pays du monde aspirent à une augmentation de la croissance économique, ce qui signifie, pour le dire cyniquement, que les pays veulent accélérer le réchauffement climatique. Décorréléer la croissance économique des émissions de gaz à effet de serre pourrait constituer une réponse optimiste à cette tragédie. La transition entre une économie fondée sur les énergies fossiles et une autre basée sur l'énergie solaire est une avancée audacieuse. Une autre étape (moins populaire) consisterait à améliorer considérablement la productivité de l'énergie et des matériaux, ce qui signifierait plus de richesses avec moins d'énergie et de minéraux. Une multiplication par cinq de la productivité des ressources est techniquement réalisable. Augmenter les coûts des émissions de gaz à effet de serre et de l'exploitation des minéraux semble être la voie à suivre pour parvenir à de telles améliorations. Ce processus doit se dérouler de manière équitable, afin que les pays industrialisés à l'origine du réchauffement climatique soient amenés à débourser davantage. Mais il serait également plus rentable pour les pays en développement d'investir dans l'efficacité énergétique et matérielle.

Das Anthropozän ist nicht nachhaltig: Was können wir tun?

Folgen wir Herman Dalys Unterscheidung zwischen der leeren Welt und der vollen Welt. Die leere Welt war in ihrer Gesamtheit „nachhaltig“, die volle Welt - heute - ist es nicht. Das Anthropozän ist in gewissem Sinne ein Begriff, der die Nicht-Nachhaltigkeit beschreibt. Der Beginn des Anthropozäns kann auf 1950 datiert werden, also nur wenige Jahre nach dem schrecklichen Zweiten Weltkrieg. Eine der augenfälligsten Merkmale des Anthropozäns ist die globale Erwärmung. Auch der dramatische Verlust der Artenvielfalt in den letzten 75 Jahren muss erwähnt werden. Die globale Erwärmung wird zwangsläufig zu einem Anstieg des Meeresspiegels führen, was möglicherweise die Überflutung des Lebensraums von einer Milliarde Menschen zur Folge haben wird. Was können wir tun, um die Wahrscheinlichkeit einer katastrophalen Entwicklung zu verringern? Die UN-Agenda 2030 mit ihren 17 Zielen für nachhaltige Entwicklung ist definitiv keine Antwort, denn sie wird von den meisten Ländern als Wachstumsagenda verstanden. Ein großes Hindernis für alle Bemühungen um Nachhaltigkeit ist die Tatsache, dass eine nahezu perfekte Korrelation zwischen der wirtschaftlichen Aktivität pro Kopf und den Treibhausgasemissionen besteht. Alle Länder der Welt wollen mehr Wirtschaftswachstum, was zynisch ausgedrückt bedeutet, dass die Länder die globale Erwärmung beschleunigen wollen. Die optimistische Antwort auf diese Tragödie ist die Entkopplung von Wirtschaftswachstum und Treibhausgasemissionen. Der Übergang von einer fossilen Energiewirtschaft zu einer Solarwirtschaft ist ein mutiger Schritt nach

⁵ Ernst Ulrich von Weizsäcker est spécialiste des sciences environnementales et professeur honoraire de politique environnementale et climatique à l'université de Fribourg. De 2012 à 2018, il a été coprésident du Club de Rome. Parmi ses livres les plus connus, on peut citer *Erdpolitik* (1989); *Faktor Fünf, Die Formel für nachhaltiges Wachstum* (2010) et *Wir sind dran. Ce que nous devons changer si nous voulons rester* (2018).

Prof. Dr. Ernst Ulrich von Weizsäcker ist Umweltwissenschaftler und Honorarprofessor für Umwelt- und Klimapolitik an der Universität Freiburg. Von 2012 bis 2018 war er Co-Präsident des Club of Rome. Zu seinen bekanntesten Büchern gehören „Erdpolitik“ (1989); „Faktor Fünf, Die Formel für nachhaltiges Wachstum“ (2010) und *Wir sind dran. Was wir ändern müssen, wenn wir bleiben wollen*“ (2018).

Prof. Dr. Ernst Ulrich von Weizsäcker is an environmental scientist and honorary professor for environmental and climate policy at the University of Freiburg. He was Co-President of the Club of Rome from 2012 to 2018. His best-known books include "Earth Policy" (1989); "Factor Five, The Formula for Sustainable Growth" (2010) and *Wir sind dran. What we need to change if we want to stay* (2018).

vorn. Ein weiterer (weniger populärer) Schritt ist die drastische Steigerung der Energie- und Materialproduktivität, d. h. mehr Wohlstand mit weniger Energie und Mineralien. Eine Verfünffachung der Ressourcenproduktivität ist technisch machbar. Der offensichtliche Weg zu solchen Verbesserungen besteht darin, Treibhausgasemissionen und den Abbau von Mineralien zu verteuren. Dies sollte auf faire Art und Weise geschehen, so dass der Norden als Vorreiter des globalen Erwärmungstrends viel mehr zahlen muss. Aber auch für den Süden sollte es sich wirtschaftlich lohnen, in Energie- und Materialeffizienz zu investieren.

The Anthropocene is not sustainable: what can we do?

Let us follow Herman Daly's distinction between the empty world and the full world. The empty world, as a whole was "sustainable", the full world – today – is not. The Anthropocene is in a sense a term describing non-sustainability. The beginning of the Anthropocene can be dated as 1950, or just a few years after the terrible World War II. One of the most conspicuous fact of the Anthropocene is global warming. The dramatic loss of biodiversity during the past 75 years should also be mentioned. Global warming is bound to raise the sea level, leading potentially to the flooding of the living space of a billion humans. What can we do to reduce the likelihood of catastrophic developments? The UN 2030 Agenda with its 17 sustainable development goals is definitely not the answer because it is understood by most countries as a growth agenda. One huge obstacle to all efforts towards sustainability is the fact of a near perfect correlation between per capita economic activity and emissions of greenhouse gases. All countries of the world want more economic growth, meaning in cynical language that countries want to accelerate global warming. The optimistic answer to this tragedy is decoupling economic growth from GHG emissions. The transition from a fossil energy economy to a solar economy is a brave step forward. Another (less popular) step is dramatically enhancing energy and materials productivity, meaning more wealth with less energy and minerals. A five-fold increase of resource productivity is technically achievable. The evident road toward such improvements is making GHG emissions and the mining of minerals more expensive. This should be done in a fair manner, so that the North, having pioneered the global warming trend has to pay a lot more. But it should become economically profitable also in the South to invest in energy and materials efficiency.

Les conséquences distributives des politiques climatiques : retour sur 30 ans de (non-)débat en Allemagne

Antonin Pottier⁶

L'article étudie trois politiques environnementales débattues en Allemagne dans les trente dernières années et qui s'inscrivent dans une perspective de tarification du carbone : la réforme écologique des impôts (*ökologische Steuerreform*) dans les années 1990, la contribution climatique (*Klimaschutzbeitrag*) en 2015, le prix du CO₂ (*CO₂ Preis*) en 2019. Il s'intéresse en particulier aux conséquences distributives de ces politiques, et à quel point les acteurs, dans leurs discours et dans leurs choix, y ont été attentifs. Il montre que leurs conséquences différencieront, et potentiellement injustes, sur les différentes catégories de ménages ne sont jamais devenues un point central du débat public, contrairement aux conséquences sur la compétitivité de l'industrie allemande.

Die Verteilungsfolgen der Klimapolitik: Ein Rückblick auf 30 Jahre (keine-) Debatte in Deutschland

Der Artikel untersucht drei umweltpolitische Maßnahmen, die in den letzten 30 Jahren in Deutschland diskutiert wurden und eine Form der CO₂-Bepreisung darstellen: die ökologische Steuerreform in den 1990er Jahren, den Klimaschutzbeitrag im Jahr 2015 und den CO₂-Preis im Jahr 2019. Der Schwerpunkt liegt auf den Verteilungswirkungen dieser Maßnahmen und darauf, inwieweit die Akteure in ihren Reden und Entscheidungen darauf geachtet haben. Er zeigt, dass ihre differenzierten und potenziell ungerechten Folgen für Haushalte nie zu einem zentralen Punkt der öffentlichen Debatte wurden, im Gegensatz zu den Folgen für die Wettbewerbsfähigkeit der deutschen Industrie.

The distributional consequences of climate policies: an overview of 30 years of (non-)debate in Germany

The article studies three environmental policies debated in Germany in the last thirty years and which are a form of carbon pricing: the ecological tax reform (*ökologische Steuerreform*) in the 1990s, the climate contribution (*Klimaschutzbeitrag*) in 2015, the CO₂ price (*CO₂ Preis*) in 2019. It focuses in particular on the distributional consequences of these policies, and on the extent to which the actors, in their discourses and in their choices, have paid attention to them. It shows that their differentiated, and potentially unfair, consequences on households have never become a central point of public debate, unlike the consequences on the competitiveness of German industry.

⁶ Antonin Pottier est maître de conférences à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales et chercheur au Centre Marc Bloch. Ses centres d'intérêt incluent les conséquences socio-économiques du changement climatique et de sa limitation, l'histoire de la pensée économique et de ses liens avec l'environnement, le rôle de la discipline économique dans la décision publique.

Antonin Pottier ist Dozent an der Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales und Forscher am Centre Marc Bloch. Zu seinen Forschungsinteressen gehören Fragen nach den sozioökonomischen Folgen des Klimawandels und seiner Begrenzung, die Geschichte des ökonomischen Denkens und seiner Verbindungen zur Umwelt sowie die Rolle der Wirtschaft in der Politik

Antonin Pottier is a lecturer at the Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales and a researcher at the Centre Marc Bloch. His interests include the socio-economic consequences of climate change and its limits, the history of economic thought and its links with the environment, and the role of economics in public decision-making

Numérisation et justice climatique

Tilman Santarius⁷

La numérisation a fondamentalement modifié la vie de milliards de personnes et continuera de le faire dans les années à venir. Le changement climatique affecte déjà les moyens de subsistance de l'humanité tout entière. Ces deux mégatendances de notre époque sont au cœur de nombreux agendas politiques. Mais jusqu'à présent, on a rarement abordé ces deux thématiques conjointement. Qui plus est, le lien entre numérisation, d'une part, et les questions de justice liées à la politique du climat, d'autre part, n'ont absolument pas fait l'objet d'attentions et ce, bien que les questions de justice climatique occupent une place importante dans les débats politiques depuis des années. La numérisation pouvant être considérée comme un moyen et la justice climatique comme un objectif, les opportunités et les risques de la numérisation doivent être analysés et transposés en politique. Cet article se propose d'étudier le rapport entre justice globale, politique climatique et numérisation et de présenter en particulier les implications de la numérisation dans les différentes dimensions de la justice climatique.

Digitalisierung und Klimagerechtigkeit

Die Digitalisierung hat das Leben von Milliarden Menschen grundlegend verändert und wird dies auf absehbare Zeit auch weiterhin tun. Der Klimawandel beeinflusst bereits heute die Lebensgrundlagen der Menschen auf der ganzen Welt. Diese beiden Megatrends unserer Zeit stehen im Zentrum vieler politischer Agenden. Allerdings werden diese beiden Themenfelder bisher nur wenig gemeinsam diskutiert. Noch gar nicht wird hierbei zudem der Zusammenhang zwischen Digitalisierung einerseits und Gerechtigkeits-Fragen der Klimapolitik andererseits spielen – obwohl Fragen der Klimagerechtigkeit seit Jahren einen wichtigen Raum in politischen Diskussionen einnehmen. Weil Digitalisierung als Mittel, Klimagerechtigkeit aber als Ziel betrachtet werden kann, sollten Chancen und Risiken der Digitalisierung analysiert und politisch gestaltet werden. Dieser Beitrag liefert eine Analyse des Zusammenhangs von Globaler Gerechtigkeit, Klimapolitik und Digitalisierung und diskutiert insbesondere Implikationen der Digitalisierung für verschiedene Dimensionen von Klimagerechtigkeit.

Digitalization and climate justice

Digitization has fundamentally changed the lives of billions of people and will continue to do so for the foreseeable future. Climate change is already affecting the livelihoods of people around the world. These two megatrends of our time are at the center of many political agendas. However, these two topics have so far been discussed together only to a limited extent. Moreover, the connection between digitization on the one hand and questions of justice in climate policy on the other has not yet been addressed at all - even though questions of climate justice have occupied an important place in political discussions for years. Because digitization can be seen as a means, but climate justice can be seen as a goal, the opportunities and risks of digitization should be analyzed and shaped politically. This paper provides an analysis of the relationship between global justice, climate policy and digitization and discusses in particular implications of digitization for different dimensions of climate justice.

⁷ Tilmann Santarius est professeur de transformation socio-écologique et de numérisation durable à l'Université technique de Berlin et au Einstein Center Digital Future Berlin. Ses domaines de prédilection dans l'enseignement et la recherche sont la politique climatique, la politique commerciale, l'économie durable, la justice globale et la transformation numérique.

Tilmann Santarius ist Professor für Sozial-ökologische Transformation und nachhaltige Digitalisierung an der TU Berlin und am Einstein Centre Digital Futures Berlin. Seine Schwerpunkte in Lehre und Forschung sind Klimapolitik, Handelspolitik, nachhaltiges Wirtschaften, globale Gerechtigkeit und digitale Transformation

Tilmann Santarius is Professor of social-ecological transformation and sustainable digitalization at the Technical University of Berlin and the Einstein Center Digital Future Berlin. His main areas of teaching and research are climate policy, trade policy, sustainable economy, global justice and digital transformation

La politique allemande de l'aide climatique

Ellen Ledger⁸, Carola Klöck⁹

Le financement climatique – le soutien financier des pays développés aux pays en développement pour l'atténuation et l'adaptation au changement climatique – représente un pilier clé des négociations climatiques et de la justice climatique internationale. Alors que les accords climatiques contiennent des promesses de financement climatique, la mise en application de ces promesses ainsi que la contribution réelle des pratiques de soutien à la justice climatique, sont souvent remises en question. Nous examinons ici l'aide climatique de l'Allemagne, un des principaux acteurs du financement climatique, par le prisme de la justice climatique. Grâce aux données de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE), nous analysons l'aide allemande au développement pour la période 2009-2019, en nous intéressant surtout à trois éléments de la justice climatique : l'importance accordée à l'adaptation, la prise en compte de la vulnérabilité climatique, et la question de l'additionnalité. Notre analyse montre que certains aspects de la justice climatique semblent être pris en compte par l'Allemagne dans sa politique de coopération climatique mais qu'il reste des points à améliorer pour rendre son soutien climatique aux pays du Sud plus juste, notamment en renforçant son action sur les Pays les Moins Avancés (PMA) et les Petits États Insulaires en voie de Développement (PEID), et en développant davantage ses programmes de subventions.

Die deutsche Politik der Klimahilfe

Die Klimafinanzierung - die finanzielle Unterstützung von Industrieländern für Entwicklungsländer zur Eindämmung des Klimawandels und zur Anpassung an ihn - ist ein zentraler Baustein der Klimaverhandlungen und der internationalen Klimagerechtigkeit. Während Klimaabkommen Versprechen zur Klimafinanzierung enthalten, werden die Umsetzung dieser Versprechen sowie der tatsächliche Beitrag der Unterstützungspraktiken zur Klimagerechtigkeit oft in Frage gestellt. Wir untersuchen hier die Klimahilfe Deutschlands, einem der Hauptakteure in der Klimafinanzierung, aus Perspektive der Klimagerechtigkeit. Mithilfe von Daten der Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung (OECD) analysieren wir die deutsche Entwicklungshilfe für den Zeitraum 2009-2019 und konzentrieren uns dabei vor allem auf drei Elemente der Klimagerechtigkeit: die Bedeutung, die der Anpassung beigemessen wird, die Berücksichtigung der Klimaanfälligkeit und die Frage der Komplementarität. Unsere Analyse zeigt, dass einige Aspekte der Klimagerechtigkeit von Deutschland berücksichtigt werden, während es gleichzeitig aber noch andere Punkte gibt, die verbessert werden müssen, um Klimahilfe für die Länder des Südens gerechter zu gestalten. Notwendig sind vor allem eine stärkere Ausrichtung an den am wenigsten entwickelten Ländern (LDCs) und kleinen Inselstaaten (SIDS) sowie die Weiterentwicklung von Zuschussprogrammen.

The german climate aid policy

Climate finance – financial support from developed to developing countries for climate change mitigation and adaptation – is a key pillar of international climate negotiations and agreements, as well as

⁸ Ellen Ledger est une étudiante australienne actuellement en Master de Développement International. Elle candidate pour une thèse à l'École des Affaires Internationales de Sciences Po Paris. Elle a reçu sa licence en Études de Développement, avec spécialisation en développement durable à l'Université de Newcastle, Australie.

Ellen Ledger ist eine australische Studentin im Masterstudiengang Internationale Entwicklung und Masterstudentin an der L'École des Affaires Internationales de Sciences Po Paris, mit Schwerpunkt auf Forschungsmethoden. Sie hat ihren Bachelor in Entwicklungsstudien mit Schwerpunkt ökologische Nachhaltigkeit an der Universität von Newcastle, Australien, erworben.

Ellen Ledger is an Australian student currently doing a Master in International Development. She is a candidate for a PhD at the School of International Affairs at Sciences Po Paris. She received her BA in Development Studies, specialising in sustainable development from the University of Newcastle, Australia.

⁹ Carola Klöck est professeure assistante de science politique au Centre de recherches internationales (CERI) de Sciences Po Paris. Ses travaux portent sur la politique internationale du climat, avec un intérêt particulier pour les petits États insulaires. Elle a obtenu son doctorat de l'ETH Zurich en 2013, et son HDR de l'Université de Göttingen en 2020.

Carola Klöck (geborene Betzold) ist Assistenzprofessorin für Politikwissenschaft am CERI, Sciences Po Paris. Ihre Arbeit befasst sich mit der Politik des Klimawandels. Insbesondere untersucht sie Fragen der Klimaanpassung, der Entwicklungszusammenarbeit und der UN-Klimaverhandlungen, immer mit besonderem Interesse an kleinen Inselstaaten. Carola hat ihren Doktortitel an der ETH Zürich erworben.

Carola Klöck is an assistant professor of political science at The International Researches Center, Centre de recherches internationales (CERI) at Sciences Po Paris. Her work focuses on international climate policy, with a particular interest in small island states. She received her PhD from ETH Zurich in 2013, and her HDR from the University of Göttingen in 2020.

central to climate justice. Yet it remains unclear and contested as to what extent donors comply with their climate finance promises, or to what extent climate finance contributes to climate justice in practice. We here focus on Germany, a major climate donor, and examine its contribution to climate finance through a climate justice lens. Using data from the OECD, we analyse German climate aid between 2009 and 2019, with a focus on three elements of climate justice: how much weight is given to adaptation compared to mitigation? What role does vulnerability play? And to what extent is climate finance additional to other forms of aid? Our results show that while Germany seems to some extent to take climate justice into account, there remains room for improvement, in particular with regard to the support for Least Developed Countries (LDCs) and Small Island Developing States (SIDS), as well as in the use of grants as opposed to subsidies.

Le changement climatique comme rupture métabolique ?

Une actualisation du modèle marxien

Timothée Haug¹⁰

Parallèlement au retour de la référence à Marx dans les mouvements contemporains pour le climat, de récentes études « écomarxistes » ont tenté d'appliquer le modèle marxien de la « rupture métabolique » (metabolic rift) à l'analyse du bouleversement climatique anthropogène. En restituant rapidement l'origine de ce concept élaboré par Marx pour rendre compte de l'épuisement et de l'érosion des terres agraires en régime capitaliste, cette contribution s'interrogera sur les conditions de possibilité d'une généralisation de ce modèle critique au phénomène écologique global du climat. Si une telle actualisation est possible, c'est dans la mesure où Marx formalise déjà la contradiction écologique entre la production économique et les conditions naturelles comme une contradiction temporelle. Sur cette base, il s'agira alors de repenser le rôle des politiques climatiques comme l'exercice d'une contrainte sociale sur l'économie de marché, permettant d'intégrer les intérêts écologiques à long terme dans la détermination des choix productifs.

Der Klimawandel als metabolischer Bruch? Eine Aktualisierung des marxschen Modells

Parallel zum verstärkten Interesse an Marx in den zeitgenössischen Klimabewegungen haben neuere „ökocomarxistische“ Studien versucht, das Marxsche Modell des „metabolischen Risses“ (metabolic rift) auf die Analyse des anthropogenen Klimawandels anzuwenden. Nach einer kurzen Darstellung des Ursprungs dieses Konzepts, das von Marx entwickelt wurde, um die Erschöpfung und Erosion des Agrarlandes im Kapitalismus zu beschreiben, wird dieser Beitrag die Bedingungen für eine Verallgemeinerung dieses kritischen Modells auf das globale ökologische Phänomen des Klimas hinterfragen. Wenn eine solche Aktualisierung möglich ist, dann insofern, als Marx den ökologischen Widerspruch zwischen wirtschaftlicher Produktion und natürlichen Bedingungen bereits als einen zeitlichen Widerspruch konzipiert. Auf dieser Grundlage wird es dann darum gehen, die Rolle der Klimapolitik als Ausübung eines sozialen Zwangs auf die Marktwirtschaft zu überdenken, bei dem langfristige ökologische Interessen in die Bestimmung der produktiven Entscheidungen einbezogen werden.

Climate change as a metabolic break? An update of the marxian model

Together with the revival of Marx in contemporary climate movements, recent “ecomarxist” studies have attempted to apply the Marxian model of the “metabolic rift” to the analysis of anthropogenic climate disruption. After explaining the original use of this concept to account for the depletion and erosion of agrarian land under capitalist rule, this paper will examine the conditions under which this critical model can be generalized to the global ecological phenomenon of climate. This actualization is possible insofar as Marx already formalizes the ecological contradiction between economic production and natural conditions as a temporal contradiction. On this basis, it is possible to consider the function of climate politics as a social constraint on market-economy, aiming at the integration of long terms ecological interests in the determination of productive choices.

¹⁰ Ancien élève de l'Ecole Normale Supérieure de Lyon et agrégé de philosophie, Timothée Haug travaille en collaboration avec le Centre Marc Bloch de Berlin depuis le début de son doctorat de philosophie à l'Université de Strasbourg, portant sur les lectures écologiques de Marx et du marxisme.

Timothée Haug, ehemaliger Schüler der Ecole Normale Supérieure in Lyon und Agrégé de philosophie, arbeitet seit Beginn seiner Doktorarbeit in Philosophie, die sich mit ökologischen Lesarten von Marx und dem Marxismus befasst, an der Universität Straßburg mit dem Centre Marc Bloch in Berlin zusammen

Timothée Haug is a former student of the Ecole Normale Supérieure de Lyon and has been working in collaboration with the Marc Bloch Centre in Berlin since the beginning of his doctorate in philosophy at the University of Strasbourg on ecological readings of Marx and Marxism

Sciences interdisciplinaires et politique du climat

Jörg Niewöhner¹¹

Dans cet article, je m'intéresse à la relation qu'une recherche interdisciplinaire sur les conséquences du changement climatique (ou « impacts climatiques ») entretient avec la politique du climat, en particulier en Allemagne. J'esquisserai d'abord le style de pensée dominant dans ce champ de recherche et montrerai comment l'accent mis sur la modélisation rend invisibles certaines différences (sociales) significatives. Sur cette base, et en prenant l'exemple allemand des comités d'experts, j'examinerai la manière dont l'action politique en contexte d'incertitude fait naître entre la science et la politique une relation qui conduit à un rétrécissement – toujours aussi d'ordre disciplinaire – de la pratique scientifique et à une dépolitisation du discours politique. J'opposerai à cette évolution une recherche sur les impacts climatiques qui soit publique, assume sa dimension politique, et s'engage avec tous ses modèles dans un processus de problématisation, dont l'objectif est la recherche d'un nouvel ordre moral qui respecte les limites planétaires.

Interdisziplinäre Wissenschaft und Klimapolitik

In diesem Beitrag diskutiere ich das Verhältnis einer interdisziplinären Klimafolgenforschung und ihrer Beziehung zur Klimapolitik vor allem in Deutschland. Ich skizziere zunächst den vorherrschenden Denkstil in der Klimafolgenforschung und wie der Fokus auf Modellierung signifikante (soziale) Differenzen unsichtbar macht. Auf dieser Basis diskutiere ich am Beispiel von Expertengremien in Deutschland, wie politisches Handeln unter Unsicherheit ein Verhältnis von Wissenschaft und Politik entstehen lässt, dass zu einer immer auch disziplinären Verengung von wissenschaftlicher Praxis führt und den politischen Diskurs entpolitisirt. Dieser Entwicklung stelle ich eine öffentliche Klimafolgenforschung entgegen, die sich selbst als politisch versteht und die mit samt ihren Modellen in einen Prozess der Problematisierung einsteigt, dessen Ziel es ist, nach einer neuen moralischen Ordnung zu suchen, die planetare Grenzen respektiert.

Interdisciplinary sciences and climate policy

In this paper, I discuss the relationship of interdisciplinary climate impact research and its relation to climate policy, especially in Germany. I first outline the prevailing style of thinking in climate impact research and how the focus on modelling makes significant (social) differences invisible. On this basis, using the example of expert panels in Germany, I discuss how political action under uncertainty gives rise to a relationship between science and politics that leads to an increasingly disciplinary narrowing of scientific practice and depoliticizes political discourse. I contrast this development with public climate impact research that sees itself as political and that, together with its models, enters into a process of problematization whose goal is to search for a new moral order that respects planetary boundaries.

¹¹ Jörg Niewöhner est professeur de relations homme-environnement à l'Institut d'ethnologie européenne de l'Université Humboldt de Berlin et directeur de l'Institut de recherche intégrative sur les Transformations des systèmes homme-environnement (IRI THESys).

Jörg Niewöhner ist Professor für Mensch-Umwelt-Beziehungen am Institut für Europäische Ethnologie der Humboldt-Universität zu Berlin und Direktor des Integrativen Forschungsinstituts: Transformationen von Mensch-Umwelt-Systemen (IRI THESys).

Jörg Niewöhner is Professor of Human-Environment Relations at the Institute of European Ethnology of the Humboldt University of Berlin and Director of the Institute for Integrative Research on Transformations in Human-Environment Systems (IRI THESys).

Savoir controversé et polarisation sociale – Une étude du débat politique allemand sur le climat de 2017 à 2021

Ulrike Zeigermann¹²

Il existe aujourd’hui un large consensus quant à l’importance du savoir dans la mise au point d’une politique climatique efficace, et les appels pour une amélioration des relations entre la science et la politique ne cessent de se multiplier. Dans le même temps, il y a non seulement controverse sur la définition d’un savoir pertinent pour la politique climatique, sur la question des disciplines scientifiques destinées à jouer un rôle à cet égard et sur la manière dont diverses connaissances sont rendues disponibles et utilisées concrètement pour les décisions de politique climatique, mais encore sur la question de savoir qui dans la recherche se saisit des questions pratiques et comment elles y sont traitées. Dans ce contexte, le présent article s’intéresse aux zones de tension et aux tendances à la polarisation dans l’utilisation du savoir en politique, telles que celles-ci se font jour dans le débat allemand actuel sur la protection du climat et sur l’adaptation au changement climatique. L’analyse de documents publics montre qu’il existe une mobilisation croissante de la société autour de la question de l’expertise dans le débat allemand sur le climat. Cela va de pair avec le renforcement à la fois de mouvements et de partis populistes climato-sceptiques tels que l’Alternative pour l’Allemagne (AfD) et de mouvements politiques de lutte contre le dérèglement climatique tels que Friday for future et Scientists for Future.

Umstrittenes Wissen und gesellschaftliche Polarisierung – Eine Untersuchung der klimapolitischen Debatte in Deutschland 2017-2021

Es gibt heute einen breiten Konsens über die Bedeutung von Wissen für eine effektive Klimapolitik und zunehmend wird gefordert, das Verhältnis von Wissenschaft und Politik zu verbessern. Gleichzeitig ist nicht nur umstritten, welches Wissen für Klimapolitik relevant ist, welche wissenschaftlichen Disziplinen hierbei eine Rolle spielen und wie diverse Wissen für klimapolitische Entscheidungen verfügbar gemacht und praktisch genutzt wird. Es ist auch umstritten, wie und von wem praktische Fragen in der Forschung aufgegriffen und bearbeitet werden. Vor diesem Hintergrund diskutiert der Beitrag Spannungsfelder und Polarisierungstendenzen bei der Nutzung von Wissen in der Politik, die in der aktuellen Auseinandersetzung über Klimaschutz und Klimaanpassung in Deutschland zutage treten. Durch Analyse öffentlicher Dokumente zeige ich auf, dass es eine zunehmende gesellschaftliche Mobilisierung um die Frage nach Expertise in der deutschen Klimadebatte gibt. Dies geht einher mit dem Erstarken klimaskeptischer populistischer Bewegungen und Parteien, wie der Alternative für Deutschland, auf der einen Seite und klimapolitischen Bewegungen, wie Fridays for Future und Scientists for Future, auf der anderen Seite.

Controversial knowledge and social polarisation - A study of the german climate policy debate from 2017 to 2021

Today, there is a broad consensus on the importance of knowledge for effective climate policy, and there are increasing demands to improve the relationship between science and policy. At the same time, it is not only controversial which knowledge is relevant for climate policy, which scientific disciplines play a role in this, and how diverse knowledge is made available and practically used for climate policy decisions. It is also a matter of dispute how and by whom practical questions are taken up and dealt with in research. Against this backdrop, this paper discusses areas of tension and polarizing tendencies in the use of knowledge in policy that are evident in the current debate on climate change mitigation and

¹² Ulrike Zeigermann est chercheuse postdoctorale en science politique à l’Université de Magdebourg et chercheuse associée au Centre Marc Bloch à Berlin. Ses intérêts de recherche portent sur les politiques climatiques et énergétiques en Europe ainsi que sur les processus de circulation des savoirs dans la politique de durabilité.

Ulrike Zeigermann ist wissenschaftliche Mitarbeiterin (Postdoc) am Lehrstuhl für Politikwissenschaft mit Schwerpunkt Nachhaltige Entwicklung der Universität Magdeburg und assoziierte Forscherin am Centre Marc Bloch in Berlin. Ihre Forschungsinteressen umfassen Klima- und Energiepolitiken in Europa sowie Wissenszirkulationsprozesse in der Nachhaltigkeitspolitik

Ulrike Zeigermann is a postdoctoral researcher in political science at the University of Magdeburg and a research associate at the Marc Bloch Centre in Berlin. Her research interests include climate and energy policy in Europe and knowledge circulation processes in sustainability policy

adaptation in Germany. Analysing public documents, I show that there is an increasing social mobilization around the question of expertise in the German climate debate. This goes hand in hand with the strengthening of climate-sceptic populist movements and parties, such as the Alternative for Germany, on the one hand, and climate policy movements, such as Fridays for Future and Scientists for Future, on the other.

Scientists for Future et la consultation scientifique dans le champ politique

Gregor Hagedorn¹³ & Kirsten Von Elverfeldt^{14 15}

À l'heure de la crise du climat et de la biodiversité, les relations entre la science, la société et la politique font à nouveau l'objet d'intenses débats. En s'appuyant sur l'exemple du mouvement « Scientists for Future » (S4F), qui a vu le jour en 2019 en Allemagne, en Autriche et en Suisse, cet article met en lumière les options dont disposent les scientifiques pour contribuer, avec de nombreux autres acteurs, à une société durable. Plus précisément, nous réfléchissons aux problèmes et aux opportunités d'une communication scientifique personnelle axée sur le dialogue et menée par des scientifiques engagés sur le plan social et politique. Nous argumentons que la consultation dans le champ politique et la communication scientifique ont besoin, pour parvenir à des connaissances susceptibles de changer le cours des choses, de l'engagement personnel des scientifiques. Dans un dialogue respectueux, les scientifiques, les citoyen·ne·s et les décideur·euse·s peuvent développer ensemble des recommandations d'action qui mènent à des solutions politiques. Les scientifiques ne peuvent pas se tenir à l'écart des enjeux politiques sur les questions existentielles de la société : qu'ils se taisent ou qu'ils parlent, les deux sont politiques. Mais il est essentiel que dans cette activité politique de conseil, leur engagement au nom de certaines valeurs et leur expertise scientifique fassent l'objet d'une communication responsable, transparente et réfléchie.

Wissenschaftliche Politikberatung und Scientists for Future in Deutschland

Das Verhältnis zwischen Wissenschaft, Gesellschaft und Politik wird in Zeiten der Klima- und Biodiversitätskrise wieder verstärkt diskutiert. Am Beispiel der 2019 in Deutschland, Österreich und der Schweiz entstandenen Bewegung „Scientists for Future“ (S4F) beleuchtet dieser Beitrag die Optionen von Wissenschaftler:innen, gemeinsam mit vielen anderen Agierenden, zu einer nachhaltigen Gesellschaft beizutragen. Hierzu reflektieren wir sowohl Probleme als auch Chancen einer persönlichen und dialogorientierten Wissenschaftskommunikation durch gesellschaftspolitisch engagierte Wissenschaftler:innen. Wir argumentieren, dass Politikberatung und Wissenschaftskommunikation zu transformativen Erkenntnissen das persönliche Engagement von Wissenschaftler:innen benötigen. In einem respektvollen Dialog können Wissenschaftler:innen, Bürger:innen und Entscheidungsträger:innen gemeinsam Handlungsempfehlungen entwickeln, die zu politischen Lösungen führen. Wissenschaftler:innen können sich in gesellschaftlich existenziellen Fragen nicht aus politischen Fragen heraushalten: Ob sie schweigen oder reden – beides ist politisch. Es ist dabei aber essenziell, dass sie in der Politikberatung ihr werteorientiertes Engagement und ihre wissenschaftliche Expertise verantwortlich, transparent und reflektiert kommunizieren.

Scientists for Future and science consultation in the political field

In times of climate and biodiversity crises, the relationship between science, society and politics is again increasingly discussed. Using the example of the movement “Scientists for Future” (S4F), which emerged in Germany, Austria and Switzerland in 2019, this article highlights the options of scientists to contribute to a sustainable society together with many other actors. To this end, we reflect on both problems and opportunities of personal and dialogue-oriented science communication by socio-politically engaged scientists. We argue that policy advice and science communication for transformative insights

¹³ Gregor Hagedorn, Institut de recherche Leibniz sur l'évolution et la biodiversité, Musée d'Histoire naturelle de Berlin (e-mail : gregor.hagedorn@mfn.berlin)

Dr. Gregor Hagedorn ist Wissenschaftler am Museum für Naturkunde – Leibniz-Institut für Evolutions- & Biodiversitätsforschung in Berlin. Seine Arbeitsschwerpunkte sind Wissenschaftskommunikation insbesondere in Bezug auf die Zusammenhänge zwischen Biodiversität, Klima und Nachhaltigkeitsfragen im Allgemeinen (E-mail: gregor.hagedorn@mfn.berlin).

¹⁴ Gregor Hagedorn, Leibniz Research Institute for Evolution and Biodiversity, Natural History Museum Berlin (e-mail: gregor.hagedorn@mfn.berlin)

¹⁵ Kirsten von Elverfeldt, professeure associée à l'Institut de géographie et de recherche régionale de l'Université de Klagenfurt. Assoc.-Prof. Dr. Kirsten von Elverfeldt, Universität Klagenfurt, Institut für Geographie und Regionalforschung (E-mail: Kirsten.vonElverfeldt@aau.at) Ihre Schwerpunkte in Lehre und Forschung sind Physische Geographie, Gesellschaft-Umwelt-Beziehungen, Klimawandel im Kontext der SDGs und theoretische Geographie

Kirsten von Elverfeldt, Associate Professor at the Institute for Geography and Regional Research at the University of Klagenfurt

¹⁵ Nous tenons à remercier Judith N. Hardt, Carsten Neßhöver, Hans J. Preuss, Antonia Rötger, Christine Rüth, Christine Schmidt, Bernhard Steinberger, Natalia Sokolovska, Sébastien Vannier, Volker Wulfmeyer, Ulrike Zeigermann et Josef Zens pour leur précieuses remarques sur la forme comme sur le fond.

need the personal engagement of scientists. In a respectful dialogue, scientists, citizens and policy makers can jointly develop recommendations for action that lead to policy solutions. Scientists cannot stay out of political issues that are of existential importance to society: Whether they remain silent or speak out - both are political. However, it is essential that they communicate their value-oriented commitment and their scientific expertise in a responsible, transparent and reflective manner.

Pandémie de Covid-19 : quelles implications pour le climat et pour la politique climatique locale ?

Ulrike Zeigermann¹⁶et Michael Böcher¹⁷

Si, d'un côté, les limitations des contacts sociaux imposées pendant la première année de la pandémie de Covid 19 ont permis de réduire considérablement les émissions de CO₂ et si l'Allemagne a ainsi pu atteindre ses propres objectifs climatiques pour l'année 2020, les scientifiques mettent d'ores et déjà en garde contre un « effet rebond » et contre un recentrage de la politique sur les défis sanitaires et économiques au détriment de la protection du climat et de l'adaptation au changement climatique. Cet article se propose de confronter les différentes positions en présence dans le débat sur les implications de la crise du Covid-19 pour la politique climatique allemande, en s'intéressant tout particulièrement à la politique climatique locale. En effet, bien que la loi fédérale sur la protection du climat soit considérée en Allemagne comme une étape essentielle vers l'accomplissement des objectifs internationaux de protection du climat, on constate au niveau régional une forte fragmentation au niveau des priorités, des instruments politiques, de la configuration des acteurs et des ressources, alors même que de nombreuses mesures concrètes de protection du climat sont mises en œuvre à ce niveau. En outre, l'application de mesures de protection du climat au niveau local est soumise à une pression croissante en raison de la gestion de la pandémie de Covid-19. Cet article s'appuie sur les résultats de recherches menées dans le cadre du projet « Land-Kreis-Gemeinde » (2019-2022) et une étude comparative des activités dites « de protection du climat » dans douze districts (Landkreis) répartis sur six Länder.

Was bedeutet Corona für das Klima und für die lokale Klimapolitik?

Während es als Folge der Kontaktbeschränkungen im ersten Jahr der Covid-19-Pandemie einerseits zu deutlichen Reduktionen der CO₂-Emissionen kam und es Deutschland dadurch gelang, die eigenen Klimaziele für 2020 zu erreichen, warnen Wissenschaftler*innen bereits vor einem ‚Rebound-Effekt‘ und vor einer Fokussierung der Politik auf Gesundheits- und Wirtschaftsherausforderungen zu Lasten von Klimaschutz und Klimaanpassung. In diesem Beitrag werden die unterschiedlichen Positionen in der Debatte um die Bedeutung der Corona-Krise für die deutsche Klimapolitik gegenübergestellt und insbesondere der lokale Klimaschutz in den Blick genommen. Denn obwohl das nationale Klimaschutzgesetz als ein wesentlicher Schritt zur Erfüllung der internationalen Klimaschutzziele in Deutschland gilt, zeigt sich auf regionaler Ebene, auf der viele konkrete Klimaschutzmaßnahmen umgesetzt werden, eine starke Fragmentierung hinsichtlich regionaler Prioritäten, Politikinstrumente, Akteurskonstellationen und Ressourcen. Darüber hinaus gerät die Umsetzung von Klimaschutzmaßnahmen angesichts der Bewältigung der Covid-19-Pandemie auf kommunaler Ebene zunehmend unter Druck. Dieser Beitrag basiert auf Forschungsergebnissen aus dem Projekt „Land-Kreis-Gemeinde“ (2019-2022) und einer vergleichenden Untersuchung von Klimaschutzaktivitäten in zwölf Landkreisen aus sechs Bundesländern.

¹⁶ Ulrike Zeigermann est chercheuse postdoctorale en science politique à l'Université de Magdebourg et chercheuse associée au Centre Marc Bloch à Berlin. Ses intérêts de recherche portent sur les politiques climatiques et énergétiques en Europe ainsi que sur les processus de circulation des savoirs dans la politique de durabilité.

Ulrike Zeigermann ist wissenschaftliche Mitarbeiterin (Postdoc) am Lehrstuhl für Politikwissenschaft mit Schwerpunkt Nachhaltige Entwicklung der Universität Magdeburg und assoziierte Forscherin am Centre Marc Bloch in Berlin. Ihre Forschungsinteressen umfassen Klima- und Energiepolitiken in Europa sowie Wissenszirkulationsprozesse in der Nachhaltigkeitspolitik.

Ulrike Zeigermann is a postdoctoral researcher in political science at the University of Magdeburg and a research associate at the Marc Bloch Centre in Berlin. Her research interests include climate and energy policy in Europe and knowledge circulation processes in sustainability policy

¹⁷ Michael Böcher est professeur de sciences politiques, spécialisé dans le développement durable, à l'université Otto von Guericke de Magdebourg. Il s'intéresse à la politique environnementale depuis de nombreuses années et est membre du Conseil de la bioéconomie du gouvernement fédéral d'Allemagne depuis 2020.

Michael Böcher ist Professor für Politikwissenschaft mit dem Schwerpunkt Nachhaltige Entwicklung am Institut für Gesellschaftswissenschaften der Otto-von-Guericke-Universität Magdeburg. Er beschäftigt sich in seiner Forschung mit Themen der Nachhaltigkeit, z.B. in Feldern wie Bioökonomiepolitik, Klimapolitik, Umweltpolitik und der nachhaltigen Regionalentwicklung im ländlichen Raum

Michael Böcher is a professor of political science, specialising in sustainable development, at Otto von Guericke University in Magdeburg. He has been involved in environmental policy for many years and has been a member of the Bioeconomy Council of the German Federal Government since 2020

Covid-19 pandemic: what implications for climate and local climate policy?

While significant reductions in CO₂ emissions occurred as a result of the contact restrictions in the first year of the Covid 19 pandemic, enabling Germany to achieve its own climate targets for 2020, scientists are already warning of a ‘rebound effect’ and of a policy focus on health and economic challenges to the detriment of climate protection and climate adaptation. This paper contrasts the different positions in the debate on the implications of the Corona crisis for German climate policy and focuses in particular on local climate protection. This is because, although the national climate protection law is seen as an essential step towards meeting international climate protection goals in Germany, a strong fragmentation in terms of regional priorities, policy instruments, actor constellations and resources is evident at the local level, where many concrete climate protection measures are implemented. Moreover, the implementation of climate protection measures is under increasing due to the management of the Covid 19 pandemic at the municipal level. This paper is based on research results from the project “Land-Kreis-Gemeinde” (2019-2022) and a comparative study of climate protection activities in twelve counties from six German states.

La relation science-politique face aux crises : l'exemple de la pandémie de Covid-19 en Allemagne

Gabriel Bartl¹⁸

Les crises se caractérisent par un degré de complexité élevé, auquel les différentes stratégies de gestion possibles doivent répondre. Cette complexité résulte de vastes décloisonnements et interactions entre les dynamiques sociales, politiques et économiques de ces crises. Les appels à y faire face au moyen d'approches intégrées n'en ont été que plus pressants, et pas seulement au sein de la communauté scientifique. L'intégration de différentes perspectives de gestion des crises fait l'hypothèse que la pluralité des formations de savoir peut aider à mieux répondre aux crises multiples. Exploiter activement les possibilités qu'offre cette diversité de perspectives afin d'adapter les formats de la consultation et du conseil actuellement en vigueur dans le champ politique pourrait être un moyen de s'ouvrir davantage à de nouvelles impulsions, au-delà des approches chiffrées de la gestion des crises. La présente contribution examine la question de savoir si et dans quelle mesure les milieux politiques tirent parti du potentiel des comités d'experts travaillant de manière interdisciplinaire et des procédures participatives, pour arriver à la conclusion que l'interface entre la science et la politique donne lieu à certains problèmes de représentation et de légitimation dont le débat devrait s'emparer.

Neuausrichtung des Verhältnisses von Wissenschaft und Politik: Beispiel Corona

Krisen zeichnen sich durch einen hohen Grad an Komplexität aus, auf den mögliche Bewältigungsstrategien reagieren müssen. Die Komplexität resultiert dabei aus umfangreichen Entgrenzungen und Wechselwirkungen zwischen sozialen, politischen und ökonomischen Krisendynamiken. Dies hat nicht nur in der Wissenschaft selbst den Ruf nach integrierten Ansätzen im Umgang mit solchen Krisen lauter werden lassen. Die Integration unterschiedlicher Perspektiven der Krisenbewältigung folgt dabei der Annahme, dass der Umgang mit multiplen Krisen von der Pluralität an Wissensformationen profitieren kann. Eine Anpassung bisheriger Formate der Politikberatung, die sich die Möglichkeiten dieser Perspektivenvielfalt aktiv zunutze macht, könnte für neue Impulse jenseits von zahlenbasierten Ansätzen der Krisenbewältigung empfänglicher sein. Der Beitrag geht der Frage nach, ob und inwieweit die Potenziale interdisziplinär arbeitender Expertengremien und partizipativer Verfahren durch Politik ausgeschöpft werden und kommt zum Schluss, dass sich an der Schnittstelle von Wissenschaft und Politik bestimmte Repräsentations- und Legitimationsprobleme beobachten lassen, die Gegenstand von Debatten werden sollten.

Reconsidering the relationship between science and politics: the example of Corona

Crises are characterized by a high degree of complexity to which possible coping strategies must respond. This complexity results from extensive delimitations and interactions between social, political and economic crisis dynamics. This has led to louder calls for integrated approaches to dealing with such crises, and not only in academia itself. The integration of different perspectives on crisis management follows the assumption that dealing with multiple crises can benefit from the plurality of knowledge formations. An adaptation of previous formats of policy advice that actively exploits the possibilities of this diversity of perspectives could be more receptive to new impulses beyond numbers-based approaches to crisis management. The article explores the question of whether and to what extent the potential of interdisciplinary expert panels and participatory procedures is being exploited by policymakers and concludes that certain problems of representation and legitimacy can be observed at the interface of science and politics, which should be the subject of debate.

¹⁸ Gabriel Bartl est sociologue et s'est penché ces dernières années sur le phénomène de l'(in)sécurité dans le cadre de plusieurs projets de recherche. Au Centre Marc Bloch, il participe depuis septembre 2021 au projet de recherche "Multiple Crises : Covid-19 and the Entanglements of Public Health, Security and Ecology in Europe" en tant que chef de projet.

Dr. Gabriel Bartl ist Soziologe und hat sich in den letzten Jahren im Rahmen mehrerer Forschungsprojekte mit dem Phänomen der (Un-)Sicherheit beschäftigt. Am Centre Marc Bloch wirkt er seit September 2021 im Forschungsprojekt „Multiple Crises: Covid-19 and the Entanglements of Public Health, Security and Ecology in Europe“ als Projektleiter mit.

Gabriel Bartl is a sociologist who has been working on the phenomenon of (in)security in several research projects in recent years. At the Marc Bloch Centre, he has been participating in the research project "Multiple Crises: Covid-19 and the Entanglements of Public Health, Security and Ecology in Europe" as project leader since September 2021